

LES ENFANTS DES HAUTS PLATEAUX BOLIVIENS ET LEUR SCOLARISATION

En voyageant et en vivant en contact direct avec les peuples, en sortant des sentiers battus que les circuits touristiques nous proposent en general, j'ai constate des situations difficiles alarmantes et dont il faut parler. Je souhaite parler des enfants de paysans et de leur vie scolaire quasi inexistante.

Dans le monde entier, les enfants qui travaillent ont un point commun. ils sont tous issus de familles situées au bas de l'échelle sociale; paysans sans terre, urbains sans travail. Indiens etc...

Les milliers d'enfants qui vivent de petits metiers ne connaissent qu'une école, celle de la rue. Pour l'exploitation minière, c'est en Colombie, au Pérou en Bolivie que l'on trouve des enfants «enfants taupes» mal nourris mais qui mâchent des feuilles de coca pour résister à la fatigue et qui sont très mal payés. Ils sont là pour travailler dans les mines d'étain. les mines de sel, mines d'or parfois avec des climats très difficiles. En Bolivie, des milliers d'enfants (criaditos généralement petits domestiques) sont envoyés des campagnes pour servir les familles riches.

Autant pour les paysans les plus pauvres ainsi que tous les marginaux de la rue et malheureusement dans les centres urbains on rencontre de plus en plus d'enfants qui partent à la dérive, à l'autodestruction. Beaucoup trop de jeunes enfants et adolescents n'ont d'autres univers que la rue et leur avenir se limite à la lisière de leur chapeau. Ils sont livrés à eux-mêmes dans un triste état physique moral ou psychologique. Pourquoi ne sont-ils pas à l'école et pris en charge par les structures sociales si elles existent ?

En Bolivie, dans la région des hauts plateaux, l'agriculture de subsistance en péril ne permet pas aux parents d'assurer la scolarisation de leurs enfants. Les enfants travaillent dès leur plus jeune âge aux rudes tâches de la terre, la culture, élevage des animaux d'où scolarisation peu assidue.

La vie est rude à 4000 m d'altitude. Pour certaines régions des hauts plateaux les communautés sont privées de tout, isolées, marginalisées. Ces Aymaras ne peuvent évoluer ou vivre normalement : pas de route, pas d'électricité, pas d'antenne médicale, peu d'école, pas de latrines, pas d'eau courante. De nombreux enfants doivent marcher plusieurs heures pour se rendre dans une école éloignée.

A Potosi, la vie est très difficile pour les pères qui descendent à la mine, mais quand on est petit on a hâte d'être grand pour ressembler à papa (qui souvent meurt jeune par la silicose), car à Potosi, c'est une vocation on va à la mine comme d'autres enfants de certains continents vont à la guerre. Le petit revenu des enfants de Potosi permettra à la famille de survivre le privant d'aller à l'école. Est-ce normal ? Il n'est pas rare de rencontrer des enfants de 13/14 ans travailler dans les boyaux de la terre. Mais en parler est un sujet tabou, un sujet complètement de passe, un fait banal. Et leur scolarisation? Qu'en fait-on?

« L'éducation se définit comme la plus haute fonction de l'état » C'est ainsi que la constitution bolivienne la définit. Il incombe donc au pays de fournir - même aux peuples les plus réculés, les indigènes - cette scolarisation ainsi que d'aider les municipalités à établir l'enseignement primaire dans les langues locales et une distribution massive de matériel scolaire.

Malgré le projet d'alphabétisation mis en place notamment en zone rurale 3 millions d'habitants de ces zones restent touchés par le fléau de l'analphabétisme. Est-il normal que des semblants de locaux appelés classes soient dépourvus de tables, chaises et d'un tableau noir?

Actuellement encore moins de 60% des enfants vont régulièrement à l'école en zone rurale sachant que régularité signifie, pour certains de ces enfants, 3 matinées d'école seulement par semaine.

Autre problème : le salaire de misère octroyé aux instituteurs de campagne d'où colère de leur part.

Le gouvernement s'est pourtant fixé des priorités mais l'éternel problème est celui des finances dans un pays écrasé par le poids des dettes extérieures.

Le bilan pour la scolarisation des enfants indigènes pendant la „Decennie Internationale des Peuples Indigenes" s'est dégradé, pourtant la Communauté internationale verse beaucoup d'argent pour le projet d'alphabétisation en zone urbaine et encore plus en zone rurale.

Alors pourquoi un constat aussi négatif?

Que fait-on des aides accordées?

Du droit à la réalité que peut-on faire ? Nous sommes tous concernés: les familles, les autorités locales, regionales, gouvernementales et surtout les intermédiaires dans le fameux circuit économique de ce monde.

Genève, le 24 juillet 2000

Evelyne THUAULT